

**CONTINUITE REVOLUTIONNAIRE ET
INTERNATIONALISME DANS L'ANALYSE DU FASCISME
D' A. GRAMSCI (1919 - 1935)**

Etrange destin que celui d'Antonio Gramsci ! Après avoir été pratiquement ignoré de son vivant, l'édition de ses *Cahiers de prison* copieusement expurgée servit d'abord à fournir une caution théorique au cours démocratique et national suivi par la direction du PCI, dans un premier temps en accord avec le Mouvement Communiste International issu de la seconde guerre mondiale et de la lutte victorieuse contre le fascisme, puis jusque dans les années 60 dans une relative autonomie exprimée dans la célèbre formule togliattienne du "polycentrisme". Les années 70 et la politique du "compromis historique" amenèrent ensuite les plus fervents partisans de la "voie italienne" (qui se recrutaient alors bien au-delà des frontières de la péninsule) à faire d'A. Gramsci l'inspirateur principal d'un "marxisme occidental" porteur d'un projet alternatif au "socialisme" réel. Aujourd'hui, avec la faillite des illusions engendrées par la brève saison eurocommuniste, l'étoile de Gramsci semble avoir singulièrement pâli, comme le constatait récemment l'historien Paolo Spriano (1) et il se voit même suspecté par certains de ses laudateurs d'hier d'être lui aussi porteur d'une conception totalisante de la réalité encore trop liée à une perspective révolutionnaire de rupture avec l'ordre existant. On peut bien sûr voir dans cette multiplicité d'utilisations le propre d'une pensée vivante que les différentes tentatives de réduction et de récupération ne réussissent jamais à assimiler ni à neutraliser complètement, mais ce qu'il nous intéresse davantage de souligner ici c'est le caractère emblématique de cette parabole que nous avons esquissée à grands traits : elle nous semble en effet révélatrice du double aspect de la pensée de Gramsci dont la genèse particulière, marquée par l'influence de l'idéalisme italien et de son chef de file incontesté Benedetto Croce peut en effet offrir la possibilité sinon la justification de certains dérapages théoriques contrôlés ou non, mais que son ancrage fondamental dans la théorie et la pratique du communisme révolutionnaire nées du formidable bouleversement d'Octobre rend en fin de compte inutilisable pour toute opération de stérilisation

réformiste.

L'angle d'approche que nous avons choisi est celui de l'analyse du fascisme qui, bien que diffuse pour des raisons aisément compréhensibles dans tout l'arc des écrits gramsciens (des articles de "L'Ordine Nuovo" -1919-1922- aux *Cahiers de prison*) a rarement fait l'objet d'études spécifiques.

* * *

Dans une première période qui va jusqu'à l'adoption des lois "fascistissimes" en janvier 1925 comme réponse du régime à l'antifascisme né de l'assassinat du député réformiste Matteotti, les éléments de différenciation entre la position gramscienne, celle de l'Internationale Communiste et celle de la gauche bordiguiste du PC d'I sont peu significatifs. La croyance en la possibilité, voire en l'imminence de la crise révolutionnaire inspirait toutes les tendances en présence dans le mouvement communiste. Cette conviction était exprimée ainsi dans les thèses sur la tactique du 3 congrès de l'IC (1921) :

"Partout la démocratie bourgeoise a dû se démasquer, plus complètement dans les vieux Etats démocratiques bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écoulement impérialiste. Gardes-blancs, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, fascistes et Guardia Regia en Italie... partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à faire tomber les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, ils ne peuvent pas les empêcher... Ce qu'il nous faut attendre ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire: dans les circonstances données une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable." (2)

Dans un tel contexte il n'est pas surprenant que la spécificité réactionnaire du fascisme ne soit pas prise en compte même si déjà apparaît une contradiction en germe entre une conception "marginaliste" visant à faire du fascisme un mouvement des secteurs retardataires de la bourgeoisie assimilable aux Gardes-Blancs et une conception "intégraliste" qui voit dans le fascisme la forme pour ainsi dire obligée de la réaction capitaliste. Il est intéressant de noter que Lénine lui-même avait comparé le fascisme italien au mouvement russe des Cent-Noirs. (3)

C'est dans une telle atmosphère que se développent les principales analyses de Gramsci, même s'il est porté à accentuer davantage les traits plus

spécifiquement italiens du phénomène et à dériver vers une interprétation plus "nationale" du rôle de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne. C'est ainsi que dans un article non signé de "L'Ordine Nuovo" (4) intitulé *L'Unité nationale* il analysait dans les termes suivants le coup de main de D'Annunzio à Fiume, qu'il sera d'ailleurs enclin sous l'influence probable de Lénine à envisager d'un oeil tout à fait différent en 1921 où il fera même une tentative pour rencontrer D'Annunzio (5):

"Mais le colonel D'Annunzio suscite des disciples, il obtient qu'une partie de la classe bourgeoise s'organise en axant son activité sur le coup d'éclat de Fiume. On oppose le gouvernement de Fiume au gouvernement central, on oppose la discipline des armes, telle qu'elle est au pouvoir dans le gouvernement de Fiume à la discipline des lois qui est celle de Rome.

L'attitude littéraire devient un phénomène social. Comme cela s'est fait en Russie pour les gouvernements d'Omsk, d'Ekaterinodar, d'Archangelsk, etc., le gouvernement de Fiume est considéré en Italie comme base de la réorganisation de l'Etat, comme l'énergie saine représentative du 'vrai' peuple, de la 'vraie volonté', des 'véritables' intérêts et qui chassera les usurpateurs de la capitale. D'Annunzio est à Nitti ce qu'était Kornilov à Kerensky, son geste littéraire a déchaîné en Italie la guerre civile...

En Italie, comme partout ailleurs, comme en Russie, comme en Bavière, comme en Hongrie, c'est la classe bourgeoise qui a déchaîné la guerre civile, c'est elle qui plonge la nation dans la terreur, dans le désordre, dans 'l'Anarchie'. La Révolution communiste, la dictature du prolétariat ont été, en Russie, en Bavière, en Hongrie, ce qu'elles seront en Italie : la suprême tentative des énergies saines du pays pour arrêter la décomposition, pour restaurer la discipline et l'ordre, pour empêcher que la société ne s'enfonce dans la barbarie bestiale qu'entraîne la disette provoquée par l'arrêt du travail productif pendant la période du terrorisme bourgeois". (6)

En conclusion Gramsci ajoutait que l'Italie se trouvait renvoyée par la bourgeoisie à la situation pré-unitaire de 1859 et que le prolétariat était aujourd'hui la seule classe nationale capable d'apporter à l'IC le patrimoine de richesse sociale constituée par l'unité de l'Etat. On le voit c'est là un langage assez surprenant qui peut sans doute s'expliquer par le fait que Gramsci au moment où il écrivait ces lignes était encore membre du PSI et en quelque sorte prisonnier d'un cadre conceptuel qui restait "national" même s'il était "gauchi" par une certaine fougue romantico-utopiste.

Les années qui vont suivre vont faire beaucoup pour modifier cette vision et les termes mêmes de la problématique. C'est ainsi que si nous prenons l'attitude de Gramsci face au mouvement des "Arditi del popolo", mouvement de démobilisés de la première guerre mondiale fondé en 1921 par un personnage assez trouble, Argo Secondari, et qui manifestait la volonté de se dresser contre les violences fascistes, on peut constater un très net infléchissement en accord avec la direction du jeune PC d'I alors sous

l'influence de la gauche bordiguiste. En effet si dans un premier temps "l'Ordine Nuovo" accueille dans ses colonnes les propos d'Argo Secondari (n° du 12 juillet 1921) et si Gramsci dans un article écrit trois jours plus tard et intitulé *Gli arditi del popolo* déclare que les communistes ne sont pas opposés à ce mouvement, il critique néanmoins son aspect purement défensif qui selon lui est le reflet des illusions des masses sur le caractère exceptionnel de la violence fasciste et reproche au député socialiste Giuseppe Mingrino qui avait adhéré à ce mouvement d'en limiter par avance la portée sans comprendre que c'est toutes les forces de la réaction que le prolétariat trouvera contre lui et non pas seulement les bandes fascistes (7). Quelques mois plus tard, en septembre, Gramsci semble avoir adopté totalement le point de vue de l'Exécutif du parti qui fait du fascisme une pure et simple forme de la dictature de la bourgeoisie et qui prévoit une convergence des trois forces constitutives de la réaction bourgeoise : Etat démocratique, fascisme et parti socialiste. Dans un très intéressant résumé des vicissitudes du Parti de l'après-guerre, Gramsci voit dans le Pacte de pacification signé entre fascistes et socialistes le signe avant-coureur d'un rapprochement entre fascisme et social-démocratie :

"Une fois retombée la force du Parti Socialiste après l'occupation des usines, cette classe (la petite bourgeoisie urbaine) avec une rapidité foudroyante, et sous la poussée de ce même état-major qui l'avait exploitée pendant la guerre, reconstruisit militairement ses cadres, s'organisa sur le plan national... La petite bourgeoisie urbaine, qui n'était qu'un jouet entre les mains de l'état-major et des forces les plus rétrogrades du gouvernement, s'allia aux agrariens et brisa, pour le compte des agrariens, l'organisation des paysans. Le pacte de Rome entre fascistes et socialistes marque le point d'arrêt de cette politique aveugle et politiquement désastreuse pour la petite bourgeoisie urbaine italienne, qui a compris qu'elle bradait son "droit d'aïnesse" pour un plat de lentilles... Le fascisme se rapproche une nouvelle fois du socialisme, la petite bourgeoisie cherche à rompre ses liens avec la grande propriété terrienne, elle cherche à avoir un programme politique qui finit par ressembler étrangement à celui de Turati et de D'Aragona". (8)

La question qui affleure à présent est celle de la spécificité du fascisme et de sa nature de classe : mouvement de la réaction bourgeoise, de la petite bourgeoisie urbaine ou de la réaction agraire ? Ce débat va rebondir au IVe Congrès de l'IC qui s'ouvrit à Petrograd le 5 novembre 1922 dans un climat très tendu puisque les événements qui s'étaient produits depuis le précédent congrès avaient marqué un recul sérieux des perspectives révolutionnaires. Dans un tel contexte il était normal que la discussion se concentrât sur la situation italienne et sur la toute récente prise de pouvoir par les fascistes. Mais dans le manifeste aux ouvriers italiens approuvé le 5 novembre 1922, on trouve encore cette appréciation étonnante sur la nature du fascisme et sur une éventuelle différenciation entre lui et la bourgeoisie

industrielle :

"Vous devez vous souvenir que, tandis que les forces révolutionnaires en Italie ne sont pas aussi faibles que le disent les diffuseurs de panique, les forces fascistes sont beaucoup plus faibles que ne le soutiennent leurs amis et admirateurs. Non seulement une partie substantielle de la démocratie radicale s'éloignera d'elles mais dans le champ même de vos ennemis de classe il n'y a pas d'unité. Les fascistes sont, avant tout, une arme dans les mains des gros propriétaires terriens. La bourgeoisie industrielle et commerciale suit avec anxiété une expérience de réaction féroce qu'elle considère comme bolchévisme noir". (9)

Mais c'est dans le rapport de Radek sur l'offensive du capitalisme, probablement influencé par Gramsci, qu'est contenue la nouveauté de l'insistance sur la composition de classe du fascisme en contradiction avec l'analyse de la direction du PC d'I. L'analyse de Radek porte une appréciation pessimiste sur la situation italienne qualifiant la victoire du fascisme de plus grave défaite que le socialisme et le communisme aient subie depuis le début de la période de la révolution mondiale. Ce que Radek reproche en outre au PC d'Italie, c'est une attention insuffisante aux masses petites bourgeoises et à leur relative autonomie politique susceptible de provoquer une rupture avec le grand capital et de désagréger le pouvoir fasciste. A l'opposé de cette analyse, le rapport de Bordiga encore dirigeant incontesté du parti affirme qu'*"on ne peut pas considérer le fascisme comme le mouvement indépendant d'une fraction particulière de la bourgeoisie"* (10). Cette position l'amène donc à envisager une hypothèse de consolidation du fascisme (11) opposée à celle de Radek qui sera reprise par Gramsci en 1924 lors de l'affaire Matteotti et de l'épisode politico-parlementaire de l'Aventin et qui est celle d'une désagrégation probable du fascisme sous l'effet de ses contradictions internes. Pour autant il faut reconnaître que la position de Bordiga et de la gauche est moins schématique qu'on le dit parfois, dans la mesure où il ne nie nullement la présence de la petite bourgeoisie au sein du fascisme :

"La genèse du fascisme doit, selon nous, être attribuée à trois principaux facteurs : l'Etat, la grande bourgeoisie et les classes moyennes. Le premier de ces facteurs est donc l'Etat... le second est, comme nous l'avons déjà noté plus haut, la grande bourgeoisie... mais le troisième facteur ne joue pas un rôle moins important dans la genèse du pouvoir fasciste. Pour créer à côté de l'Etat une organisation réactionnaire illégale, il fallait enrôler encore d'autres éléments que ceux des couches supérieures de la classe dominante. On y parvint en s'adressant à ces couches des classes moyennes que nous avons déjà mentionnées et en les persuadant qu'elles défendraient ainsi leurs intérêts." (12)

Face aux accusations qui étaient lancées contre lui et sa direction, Bordiga se contentait de montrer que l'action défensive était la seule possible face à la collusion entre le fascisme et la bourgeoisie (13). Ce qui apparaît par ailleurs à l'exposé des positions du groupe dirigeant du PC d'I, c'est que,

contrairement à ce que l'on affirme parfois un peu légèrement, les positions de Gramsci n'apparaissent radicalement différentes sur aucun des problèmes cruciaux que pose le phénomène fasciste (composition sociale, prévision de la durée, tactique à adopter contre lui, rôle respectif de la social-démocratie et de l'état à son égard) ni avec celles de la gauche majoritaire dans le parti et à laquelle il ne faut pas oublier que le lie alors une solidarité politique fondamentale qui l'amène à en partager l'opposition à la fusion avec le parti socialiste, ni avec celles de l'Internationale dont on a vu qu'elles oscillent selon les dirigeants (14). C'est pourquoi nous ne pouvons accepter le jugement d'Alfonso Leonetti qui dans son article sur l'analyse du fascisme chez Gramsci (15) attribue à celui-ci le mérite d'avoir été le premier à avoir fourni une analyse approfondie du phénomène fasciste. Il ne s'agit pas bien sûr de distribuer ou de retirer on ne sait quels satisfecits, mais de constater que face à ce mouvement l'analyse de Gramsci est avant tout celle d'un dirigeant politique conscient d'être partie prenante d'une collectivité combattante engagée dans une lutte difficile et dont il s'agit de préserver l'unité et la capacité de lutte. C'est pourquoi alors qu'il est fondamentalement en accord avec la résistance du groupe dirigeant bordiguiste aux directives de l'Internationale, il n'en accueille pas moins certains aspects de la réflexion collective sur l'offensive capitaliste, ce qui explique le caractère parfois contradictoire de cette première élaboration politique sur le fascisme dans laquelle une certaine historiographie de gauche s'efforce de voir la marque du génie clairvoyant et méconnu luttant (vainement bien sûr !) pour faire triompher contre les froids appareils une vérité que seuls d'autres individus d'exception peuvent et savent recueillir à des décennies de distance.

* * *

Nous ne reviendrons pas sur les événements qui portèrent à un changement de la direction du PC d'I sous l'influence de l'Internationale qui en ce qui concerne l'analyse du fascisme poursuit dans la voie tracée par Radek et Trotsky lors du IV^e congrès. C'est ainsi que la résolution de l'Exécutif élargi de juin 23 s'étend longuement sur le fascisme et sa spécificité pour en tirer la conclusion d'une instabilité propice à l'action du parti révolutionnaire :

"L'évolution du fascisme en Italie démontre... que le fascisme a un caractère disharmonique et qu'il porte en lui de forts éléments de décompositions et de dissolution politique. Son objectif de transformer à coups de marteau le vieil 'état démocratique' bourgeois dans l'état autoritaire fasciste déchaîne des conflits entre la vieille bureaucratie et la nouvelle bureaucratie fasciste, entre l'armée régulière et ses officiers de carrière et la nouvelle milice avec ses chefs,

entre la politique despotique et fasciste dans l'économie et dans l'état et l'idéologie des survivants de la bourgeoisie libérale et démocratique, entre monarchistes et républicains, entre les vrais fascistes des chemises noires et les nationalistes accueillis dans le parti... il se peut que l'armement organisé et la terreur sans scrupules empêche encore pour quelque temps la propagation des conflits et cachent la faillite idéologique. Mais à la fin les conflits se feront sentir même au sein de la force armée et feront exploser le fascisme." (16)

La conclusion que l'Internationale tire de cette analyse est très critique à l'égard de la direction de Bordiga qui est accusé d'extrémisme et de dogmatisme. Pourtant, force est de constater que le rapport sur le fascisme que celui-ci présente le 2 juillet 1924 devant le Ve congrès de l'IC ne s'écarte pas de manière significative de l'analyse de celle-ci et semble même revenir sur un certain pessimisme qui avait été la marque de son précédent rapport au IVe congrès :

"Quelle perspective la situation actuelle offre-t-elle au gouvernement Mussolini ? Avant les ultimes événements, nous étions obligés de constater qu'en dépit de tous les signes témoignant du mécontentement croissant suscité par le fascisme, l'organisation militaire et étatique de ce dernier était trop puissante pour qu'aucune force puisse travailler pratiquement à l'abatre dans un avenir proche. Le mécontentement allait croissant, mais on était encore loin de la crise. Les faits récents montrent avec éclat comment les petites causes peuvent avoir de grands effets. L'assassinat de Matteotti a accéléré de façon extraordinaire le développement de la situation, même si, de toute évidence, les prémisses de ce développement existaient déjà en puissance dans les conditions sociales. Le rythme de la crise fasciste s'est fortement accéléré, le gouvernement fasciste a subi du point de vue moral, psychologique et, dans un certain sens, aussi politique une défaite cuisante." (17)

Cette perspective s'accompagnait il est vrai d'une critique du "défaitisme" diffusé par l'IC et ses partisans :

"Pour pouvoir faire une politique indépendante en Italie, il est absolument nécessaire qu'il n'y ait aucun défaitisme au sein du parti lui-même. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens qui ont confiance dans le parti et dans ses efforts que les tentatives d'action faites jusqu'ici par les communistes n'ont été que des succès et qu'elles ont fait faillite. Si nous montrons dans les faits que le parti communiste sait organiser la lutte et appliquer une tactique autonome : si nous montrons dans les faits que le parti est le seul parti d'opposition encore vivant : si nous savons donner le mot d'ordre apte à indiquer une voie praticable pour l'attaque, nous remplirons avec succès notre tâche, qui est de liquider les groupes d'opposition, et en premier lieu les socialistes et les maximalistes." (18)

Quelle était donc la divergence entre la gauche et la nouvelle direction du PC d'I avec Gramsci à sa tête ? Encore une fois il faut écarter ici toute réponse simpliste sur l'ultra-gauchisme ou l'attentisme fataliste de

Bordiga. Dans le même rapport au Ve congrès, il affirmait par exemple non sans une certaine habileté :

"Certes la lutte n'est possible qu'avec la participation des masses. Dans sa grande masse, le prolétariat sait très bien que la question ne peut être résolue par l'offensive d'une avant-garde héroïque. C'est là une conception naïve qu'un parti marxiste ne peut que repousser... Nous sommes absolument convaincus de l'impossibilité d'entreprendre la lutte avec seulement quelques centaines ou quelques milliers de communiste armés. Le PC d'Italie est bien le dernier à nourrir de pareilles illusions. Nous sommes fermement convaincus qu'on ne peut se dérober à la nécessité d'attirer les grandes masses dans la lutte." (19)

Mais ce que Bordiga refuse c'est l'application tactique des résolutions de l'IC qui commencent à être mises en oeuvre sous la direction du centre et de Gramsci à partir de la conférence de Côme de mai 1924, c'est dire l'adoption d'un mot d'ordre de transition (gouvernement ouvrier, comités ouvriers-paysans), adapté aux illusions démocratiques des masses et facilitant ainsi leur conquête par le parti communiste en vue du passage à la dictature du prolétariat :

"Nous devons repousser l'illusion selon laquelle un 'gouvernement de transition' pourrait être naïf au point de permettre qu'avec des moyens légaux, des manoeuvres parlementaires, des expédients plus ou moins habiles, on fasse le siège des positions de la bourgeoisie, c'est à dire qu'on s'empare légalement de tout son appareil technique et militaire pour distribuer tranquillement les armes aux prolétaires. C'est là une conception véritablement infantile ! Il n'est pas si facile de faire la révolution... nous devons nous débarrasser de l'illusion selon laquelle il serait un jour possible de s'emparer de l'appareil militaire et des armes de la bourgeoisie par une manoeuvre quelconque, c'est à dire de lier les mains à nos adversaires avant de passer à l'attaque contre eux." (20)

Si nous avons cité longuement les textes de Bordiga c'est pour montrer combien l'opposition entre lui et Gramsci repose avant tout sur la question de l'unité du parti et de l'IC qui pour ce dernier est fondamentale comme le montrera l'inquiétude avec laquelle il accueillera les premières manifestations de désagrégation du groupe dirigeant du PCR qui suivit la publication des *Leçons d'octobre* de Trotsky en février 1925 (21). C'est si vrai que lors de la réunion du comité central des 13 et 14 août 1924, reprenant l'idée que les oppositions au fascisme représentent politiquement "*la vague de démocratie qui est caractéristique de la phase actuelle de la crise sociale italienne*" il ajoute :

"Au début, l'opinion de la grande majorité du prolétariat s'était aussi tournée vers les oppositions. Il était de notre devoir de communistes d'empêcher cet état de choses de se consolider de façon durable" (22). Voilà pourquoi il définit l'opposition de l'Aventin dans un langage qui n'est pas éloigné de celui de la gauche comme "*un semi-fascisme qui veut réformer, en l'édulcorant, la dictature fasciste*". (23) Gramsci va même jusqu'à envisager la possibilité d'un

compromis entre les forces aventiniennes et le fascisme même s'il juge cette hypothèse moins probable que celle selon laquelle les forces bourgeoises traditionnelles (armée, magistrature, police, journaux, Vatican, maçonnerie, Cour) dans une inversion du processus de 1922 (au cours duquel elles avaient basculé dans le camp du fascisme) passeraient cette fois du côté des oppositions. Dans cette perspective il convient de toute manière de conquérir la majorité des travailleurs à travers une série de propositions démocratiques (telles que celle de la création d'un anti-parlement opposé au parlement fasciste) dont on prévoit qu'elles seront de toute façon refusées par les partis bourgeois antifascistes. L'orientation définie par Gramsci lors de ce Comité central est encore tellement marquée par la conception antérieure selon laquelle ce qui était à l'ordre du jour malgré l'éventualité d'une phase kérenskyste de courte durée, c'était la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat, que le Comité Exécutif de l'Internationale fut amené à formuler une appréciation plus que mitigée sur ces conclusions qu'elle taxait d'attentisme :

"La seule conclusion logique de l'exposé du camarade Gramsci aurait dû être que le parti se pose comme tâche fondamentale la lutte contre le fascisme, la mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre le régime politique actuel en Italie, la pression sur le bloc d'opposition pour le pousser toujours plus à la réalisation de son programme à travers la voie révolutionnaire, une critique sévère de tout ondolement, de toute politique de compromis vers laquelle est porté le bloc par sa composition même... On ne peut pas conquérir d'abord la majorité de la classe ouvrière grâce aux mesures d'organisation et puis la conduire à la lutte. C'est uniquement dans la lutte politique que le parti peut atteindre ce but." (24)

En quelque sorte Gramsci et la direction du PC d'I recevaient là de la part de l'IC une leçon de ductilité révolutionnaire dont on avouera qu'elle ne peut que surprendre quand elle est adressée à celui que l'on considère comme l'adversaire par excellence de tout dogme et de tout schéma.

S'il est à cette période des traits propres à Gramsci, ils ne doivent donc pas être recherchés dans l'analyse générale qu'il développe du fascisme, mais dans la façon dont il envisage l'autre versant de la lutte révolutionnaire : c'est-à-dire la constitution des comités ouvriers et paysans. Comme le remarque en effet Spriano on voit là le retour à la phase "ordinoviste" des années 1919-1920 (25) où les conseils d'usine étaient vus comme des organismes embryonnaires du futur état prolétarien, rouages d'une conquête moléculaire de l'état :

"La façon dont notre parti dans son ensemble, c'est-à-dire toute la masse des inscrits, réussira à accomplir sa tâche essentielle de conquête de la majorité des travailleurs et de transformation moléculaire des bases de l'état démocratique donnera la mesure de nos progrès sur le chemin de la révolution, et permettra le passage à une phase ultérieure de développement." (26)

Si l'on excepte cet aspect certes important mais quelque peu marginal par rapport au problème qui nous occupe, on ne peut que constater une assez faible différenciation de la direction du parti par rapport à la gauche en ce qui concerne la question du fascisme. Cela est si vrai que cette dernière, malgré le jugement impitoyable qu'elle portera sur toute la phase d'activité du parti qui va jusqu'au congrès de Lyon de 1926, n'en reconnaît pas moins que sa propre pression sur la direction s'exerçait encore et conduisait à des initiatives heureuses quoiqu'à son sens mal utilisées comme la participation aux élections d'avril 24 ou la décision de rentrer au Parlement en novembre de la même année (27). De plus en ce qui concerne la perspective de formation des comités ouvriers et paysans, la gauche, tout en stigmatisant la confusion que représentait à ses yeux le mariage de cette perspective prolétarienne (du moins en apparence car la gauche avait déjà polémique en 1919-1920 contre le "conseillisme" de "L'Ordine Nuovo") avec celle ultra-démocratique et donc selon elle néfaste de l'anti-parlement, n'en rejetait pas le principe :

"Indépendamment des explications que les dirigeants pouvaient donner sur leurs buts et leurs intentions (elles n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées), il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un anti-État luttant contre l'appareil d'état traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un anti-état que la représentation de la seule classe productrice : le Soviet." (28)

Encore une fois, il nous semble que les positions prises par Gramsci, même si elles témoignent d'une nouveauté grandissante et qui va s'accroître avec le congrès de Lyon, ne sauraient être isolées du contexte idéologique et politique né de la révolution d'octobre et dont les ondes de choc vont se prolonger jusqu'à la moitié des années 30 malgré tous les revers qui vont s'abattre sur le mouvement révolutionnaire : un mouvement dont la gauche communiste d'Italie est elle aussi partie prenante. Si l'on voulait une preuve à cette influence persistante par delà le fossé qui commence à se créer entre la nouvelle direction et la gauche, on le trouverait dans l'adoption en juin 1925 du nouveau mot d'ordre transitoire *"d'Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans"* qui est adressé aux partis de gauche de l'Aventin toujours dans le but avoué de démasquer leur attentisme et qui sera, comme nous le verrons, critiqué par Trotsky pour son confusionnisme, mais qui n'en traduit pas moins la volonté d'assurer une sorte de transcroissance de la phase transitoire en phase de préparation révolutionnaire directe à l'instauration du pouvoir ouvrier.

Le discours de Mussolini à la chambre le 3 janvier 1925 et l'adoption des lois "fascistissimes" qui suivit ne furent pas perçus tout de suite par Gramsci comme une transformation qualitative du régime et ce n'est qu'en novembre de la même année, après l'attentat Zaniboni, que Gramsci considérera que *"tout un cycle de l'histoire de notre pays vient de se conclure : le cycle qui s'était ouvert avec l'occupation des usines."* (29). Cette périodisation est intéressante dans la mesure où elle annonce la transformation indubitable que va constituer le congrès de Lyon. Sans aller jusqu'à dire comme le fait dans une récente interview l'avant-dernier secrétaire général du PCI Alessandro Natta que le parti fut refondé à Lyon par le nouveau groupe dirigeant que Gramsci avait rassemblé autour de lui dans les années 1923-1924 (30), il est certain que ce congrès marque la rupture définitive avec la gauche et l'adoption des fameuses *Thèses sur la situation italienne et la bolchévisation du PC d'I* (quatrième point de l'ordre du jour du congrès) dont notamment les thèses XV à XX dans lesquelles la plupart des exégètes voient l'adoption d'une analyse vraiment approfondie du fascisme en liaison avec l'histoire italienne antérieure et avec la question du Mezzogiorno et du nouveau bloc historique à constituer (classe ouvrière du nord - masses paysannes du sud) pour une issue révolutionnaire. La thèse n° XV constitue en effet une formulation articulée de la nature du fascisme qui s'efforce de tenir compte de toutes ses composantes et résume en quelque sorte toutes les analyses antérieures que nous avons évoquées, en les inscrivant dans une dimension propre à l'histoire et à la réalité italiennes :

"Le fascisme en tant que mouvement de réaction armée ayant pour but la désagrégation et la désorganisation de la classe laborieuse pour la neutraliser, s'inscrit dans la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes et dans la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière. Il bénéficie donc, dans ses origines, dans son organisation et dans son développement, de l'appui de tous les vieux groupes dirigeants sans distinction; et plus particulièrement, de celui des propriétaires fonciers qui se sentent plus fortement menacés par la pression des masses rurales. Mais, socialement, le fascisme trouve sa base dans la petite bourgeoisie urbaine et dans une nouvelle bourgeoisie agricole, apparue avec la transformation de la propriété foncières dans certaines régions (phénomène de capitalisme agraire en Emilie, formation d'une couche intermédiaire d'origine rurale; "prêts fonciers"; nouvelle répartition des terres). Ce fait plus celui d'avoir trouvé une unité idéologique et organisationnelle dans les formations militaires qui exaltent les traditions guerrières (arditisme) et qui sont utilisées dans la guérilla contre les travailleurs, permettent au fascisme de concevoir et de mettre en oeuvre un plan de conquête de l'État s'opposant aux vieilles couches dirigeantes. Il est absurde de parler de révolution. Mais les nouvelles couches se regroupant autour du fascisme tirent de leur origine une homogénéité et une mentalité commune de "capitalisme naissant". C'est ce qui explique pourquoi leur lutte contre les hommes politiques du passé est possible, et pourquoi elles

peuvent la justifier en se référant à une idéologie qui contredit les théories traditionnelles de l'État et de ses rapports avec les citoyens." (31)

Cette analyse dialectique du fascisme qui s'efforce d'en saisir tous les aspects est un acquis indéniable des Thèses de Lyon et représente indubitablement le point le plus élevé de la théorisation du phénomène fasciste dans l'histoire du PC d'I à partir duquel se développeront les fameuses analyses de Togliatti exposées dans l'article *A propos du fascisme* de 1928 et dans les leçons sur le fascisme données à l'école léniniste de Moscou en 1935 (32). Néanmoins, ce n'est pas sans un certain danger qu'on en souligne exagérément le caractère absolument novateur qui n'est, ne serait-ce que chronologiquement parlant, que relatif si l'on songe que Gramsci avait déjà amorcé cette analyse sur les contradictions internes du fascisme dans son article *Les deux fascismes* où il faisait la distinction entre le fascisme mussolinien et le fascisme intransigeant s'appuyant lui sur la réaction agraire (33). En effet, la question essentielle est de savoir à quoi tendait cette analyse fine des contradictions internes au régime fasciste. A cet égard l'ensemble des Thèses de Lyon montre suffisamment qu'il ne s'agissait nullement d'une analyse purement théorique et trouvant en quelque sorte en elle-même sa propre fin, mais que le but était de ne pas négliger la possibilité d'une désagrégation des forces sociales qui soutenaient le fascisme pour faciliter son renversement violent en renforçant l'hégémonie du prolétariat et du Parti communiste par la politique de front unique. Au fond la problématique dans laquelle il faut situer cette analyse concrète du fascisme et de la réalité italienne est toujours celle qui a été fixée dans la période 1922-1924, c'est-à-dire la tentative d'application créatrice à l'Italie (34) de la politique de l'Internationale telle qu'elle ressortait de l'acquis théorique et du patrimoine d'expériences légués par la révolution d'octobre et les quatre premiers congrès de l'IC. A cet égard on ne peut qu'être frappé par la continuité qui existe entre les Thèses de Lyon et l'analyse que donnait en décembre 1922 de la situation italienne Léon Trotsky en réponse à la militante autrichienne Friedländer :

"Le morcellement du prolétariat italien ne permet pas à nos camarades d'Italie de s'assigner aujourd'hui comme tâche immédiate le renversement du fascisme par la force armée. Les communistes italiens doivent préparer soigneusement les éléments de la lutte armée prochaine et développer en premier lieu la lutte par de larges méthodes politiques. Leur tâche immédiate, tâche d'une immense importance, est d'introduire la désagrégation dans la partie populaire et particulièrement dans la partie ouvrière, des éléments qui soutiennent le fascisme et de rallier des masses prolétariennes toujours plus nombreuses sous les mots d'ordre particuliers et généraux de la défensive et de l'offensive. Par une politique d'initiative et de souplesse, les communistes italiens peuvent accélérer considérablement la chute des fascistes et par là même contraindre la bourgeoisie italienne à chercher son salut, devant la révolution,

dans ses saints de gauche : Nitti et peut-être même du premier coup Turati. Que signifiera pour nous un tel changement ? La continuation de la désagrégation de l'état bourgeois, l'accroissement des forces offensives du prolétariat, le développement de notre organisation de lutte, la création des conditions nécessaires à la prise du pouvoir" (35). Mais en outre, il n'est pas impossible de trouver dans certaines formulations des Thèses quelques échos de celles qui eurent cours lors des premières années de la vie du PC d'I alors que l'orientation était celle fixée par la gauche. C'est ainsi qu'après l'analyse socio-historique des forces sociales qui composent le fascisme, les Thèses en définissent ainsi la fonction spécifique dans le cadre du développement de la dictature de la bourgeoisie :

"En substance, le fascisme ne modifie le programme conservateur et réactionnaire qui a toujours dominé la politique italienne, que dans la stricte mesure où il conçoit différemment le processus d'unification des forces réactionnaires. A la tactique des accords et des compromis, il oppose le projet de réalisation d'une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique, contrôlé par une centrale unique, qui devrait diriger simultanément le parti, le gouvernement et l'État." (36)

Cette formulation qui vise à faire du fascisme une tentative pour unifier et centraliser toutes les forces de résistance de la bourgeoisie en un mécanisme de fer était la seule originalité que Bordiga reconnaissait au fascisme par rapport aux autres forces bourgeoises traditionnelles. C'est ainsi que dans l'article *Rome et Moscou* (37), reprenant les indications en ce sens déjà exprimées au IV^e Congrès de l'IC, Bordiga esquisse une analogie entre méthode fasciste et méthode communiste de gouvernement dans les termes suivants :

"On peut considérer que la tâche de l'organisation fasciste est analogue à l'égard de la bourgeoisie et des différentes couches semi-bourgeoises. Entre les intérêts de ces dernières et ceux des fractions bourgeoises il existe d'innombrables conflits qui compromettent sérieusement les chances de succès de la défense commune contre la révolution prolétarienne. Le fascisme intervient avec son organisation unitaire de parti gouvernemental pour centupler la force de résistance de la contre-révolution. Placé à la tête de l'État bourgeois, il remplace les vieilles coalitions de politiciens par une union de toutes les forces sociales qui, dans le chaos de la désagrégation politique bourgeoise, se tenaient derrière elles... Le fascisme est par conséquent, selon cette interprétation, le parti unitaire, l'organisation centralisée et fortement disciplinée de la bourgeoisie et des classes qui gravitent dans son orbite." (38)

Mais au-delà de ces influences idéologiques perceptibles, les Thèses de Lyon se situent d'emblée dans une perspective qui est encore celle de la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat par la voie révolutionnaire, une lutte que Gramsci en tant que dirigeant du PC d'I reprend totalement à son compte. C'est ainsi que la thèse n° IV fixe le cadre

dans lequel se situent la pensée et l'action du parti :

"Le capitalisme est la caractéristique dominante de la société italienne et la force qui prévaut dans la détermination de son évolution. La conséquence de cette donnée fondamentale est qu'il n'existe en Italie aucune possibilité de révolution autre que socialiste."

Dès lors la tactique de front unique et les mots d'ordre démocratique transitoires ont clairement pour but de démasquer les directions des partis réformistes et de mettre le prolétariat en position favorable dans l'éventualité d'une transition démocratique bourgeoise qui devrait être la plus brève possible :

"La tactique du front unique, en tant qu'action politique (manoeuvre) destinée à démasquer des partis et de groupes qui se prétendent prolétariens et révolutionnaires et possèdent une base de masse, est étroitement liée au problème de la direction des masses par le parti communiste et à celui de la conquête de la majorité." (39)

A un autre niveau, voilà ce qui est dit des mots d'ordre intermédiaires destinés à disputer aux partis démocratiques contre-révolutionnaires les masses qu'ils peuvent influencer :

"Tout en avançant son programme de revendications de classe immédiates, et tout en concentrant son action en vue d'obtenir la mobilisation et l'unification des forces ouvrières et laborieuses, le parti peut présenter, afin de favoriser le développement de sa propre action des solutions intermédiaires sur certains problèmes de politique générale et les propager parmi les masses qui adhèrent encore à des partis et des formations contre-révolutionnaires..."

Contre les partis soi-disant démocratiques - qui en réalité sont l'un des piliers centraux de l'ordre capitaliste chancelant et qui, en tant que tels, partagent le pouvoir avec les groupes réactionnaires -, la présentation et la diffusion de ces solutions intermédiaires est la forme particulière de lutte qu'il convient d'adopter, lorsque ces partis rallient des couches importantes et décisives de la population laborieuse et lorsque le danger réactionnaire se fait grave et imminent."

Quant à la formule de gouvernement ouvrier et paysan elle est définie comme :

"une formule d'agitation, mais elle ne correspond à une phase réelle du développement historique qu'à la manière des solutions intermédiaires évoquées dans la précédente thèse. Pour le parti, en effet, sa réalisation ne peut que prélude à une lutte révolutionnaire directe, c'est-à-dire à la guerre civile menée par le prolétariat allié aux paysans, pour la prise du pouvoir." (40)

et pour insister sur la vanité de toute conception étapiste de la révolution socialiste, le document se concluait sur cette mise en garde sans appel :

"Le Parti risquerait de s'exposer à de graves déviations dans sa mission de guide de la révolution s'il interprétait le gouvernement ouvrier et paysan

comme répondant à une phase réelle de développement de la lutte pour le pouvoir, autrement dit s'il voyait dans ce mot d'ordre une solution possible au problème de l'État dans l'intérêt de la classe ouvrière, une solution autre que celle de la dictature du prolétariat." (41)

A la lumière de toutes ces prises de position qui en quelque sorte éclairaient l'analyse du fascisme fournie par le Congrès de Lyon, il est difficile de concevoir comment, en partant d'une perspective tout à fait différente (voire opposée) sur le processus révolutionnaire, on peut néanmoins considérer que le PC d'I connut sa véritable fondation à Lyon ! Il est vrai que l'orientation définie alors n'eut pas le loisir de s'appliquer dans la mesure où la répression la plus terrible s'abattit à partir d'octobre 1926 suite à la tentative d'attentat du jeune Anteo Zamboni contre Mussolini, sur le groupe dirigeant élu à Lyon qui se trouva bientôt décimé par les arrestations, les tortures et même les assassinats. C'est ainsi qu'Alfonso Leonetti sera gravement blessé par les fascistes, que Terracini fut arrêté dès le mois de septembre et qu'il restera emprisonné jusqu'à la chute de Mussolini en juillet 1943, que Gramsci lui-même fut arrêté le 8 novembre et ne sera libéré que pour mourir dans un lit d'hôpital. A quelques mois de son arrestation qui allait compromettre l'application des Thèses de Lyon, il reprenait dans une discussion au Comité directeur du Parti des 2 et 3 août la thèse que nous avons déjà évoquée sur les deux fascismes (42) et en tirait la conclusion qu'alors les classes moyennes s'orientaient vers la gauche, rendant ainsi impossible une stabilisation du régime fasciste dans l'éventualité où se déclencherait une nouvelle crise du type de celle créée par l'affaire Matteotti :

"Ce qui me paraît caractéristique de la phase actuelle de la crise capitaliste, c'est le fait que, à la différence des années 1920-1921-1922, aujourd'hui les formations politiques et militaires des classes moyennes ont un caractère radical de gauche... Le développement de la situation italienne, étant donné ses caractères particuliers, me paraît, d'une certaine façon, pouvoir fournir un modèle pour les diverses phases traversées par les autres pays. En 1919 et en 1920, les formations politiques et militaires des classes moyennes étaient représentées chez nous par le premier fascisme et d'Annunzio. On sait qu'à cette époque-là, le mouvement fasciste comme le mouvement dannunzien étaient prêts à faire alliance avec les forces prolétariennes révolutionnaires pour renverser le gouvernement Nitti qui apparaissait comme l'intermédiaire qu'employait le capital américain pour asservir l'Italie... La seconde phase du fascisme - 1921-1922 - est nettement réactionnaire. A partir de 1923 commence un processus moléculaire qui fait que les éléments les plus actifs des classes moyennes passent du camp réactionnaire fasciste à celui de l'opposition de l'Aventin. Dans la période de la crise Matteotti, ce processus s'accélère et cristallise une situation qui pouvait être fatale au fascisme... Aujourd'hui le phénomène moléculaire a repris une bien plus grande échelle que celui qui avait débuté en 1923 et il va de pair avec un regroupement des forces révolutionnaires

autour de notre parti, ce qui nous assure qu'une nouvelle crise du genre Matteotti pourra difficilement se clôre par un 3 janvier." (43)

Cet "optimisme de la volonté" allait être tragiquement démenti d'abord par la répression fasciste, puis par le cours sectaire suivi par l'Internationale et par ses sections avec l'adoption de la politique du "social-fascisme" et enfin par le renversement de ce cours et l'adoption de la politique de la "réconciliation nationale" et des fronts populaires qui allait constituer, en dépit des apparences superficielles, l'exact opposé de la politique offensive et de l'analyse militante du fascisme telles qu'elles avaient été définies par Gramsci et le nouveau groupe dirigeant du PC d'I en accord avec la tradition révolutionnaire du parti et de l'Internationale Communiste.

A partir de 1926, la vie de Gramsci va se dérouler en prison dans un isolement toujours plus grand et dans des conditions matérielles très difficiles pour la poursuite d'un travail de réflexion théorique en liaison avec la lutte des classes qui sont suffisamment connues et documentées pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. C'est pourquoi il est assez difficile d'interpréter les indications des *Cahiers de prison* dans le cadre de l'action politique concrète contre le fascisme qui est le problème qui nous occupe ici. Néanmoins, depuis la publication sur "Rinascita" le 12 septembre 1964 du rapport d'Athos Lisa qui reproduit des discussions qu'il eut avec Gramsci à la prison de Turi à la fin de l'année 1930 (44) et de la biographie de Gramsci publiée par Giuseppe Fiori en 1966 (45), on peut affirmer avec certitude que Gramsci était opposé au tournant défini par le Xe plenum de l'IC sur la fascisation des partis sociaux-démocrates (théorie du social-fascisme) et sur l'imminence de la crise révolutionnaire. Pour l'Italie cette ligne se traduisait en effet par l'abandon de toutes les analyses précédentes sur la nature de classe du fascisme et de la social-démocratie et des acquis du congrès de Lyon sur le front unique et les mots d'ordre transitoires tels que celui d'*Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans*, abandonné au profit d'une conception catastrophiste qui voit dans une prétendue radicalisation des masses le signe que l'heure de la révolution prolétarienne a sonné. Face à cette orientation va surgir une opposition autour de trois dirigeants du PC d'I (Alfonso Leonetti, Paolo Ravazzoli et Pietro Tresso) qui, partant d'une critique non pas tant du Xe plenum mais de la ligne opportuniste qui avait été celle de la direction togliattienne en 1927-28, en arriveront à se rapprocher de Trosky et à fonder ce qu'on a appelé la Nouvelle Opposition Italienne (NOI) pour la distinguer de l'opposition bordiguiste (46). Le rapport d'Athos Lisa ne laisse aucun doute sur les positions de Gramsci : il s'opposait de manière nette à la ligne

du PC d'I et de l'IC :

"Nous étions vers la fin de 1930. Au cours d'une promenade le camarade Gramsci nous présenta ce qu'il se plut à définir comme le 'coup de poing dans l'oeil', c'est-à-dire la question de la 'Constituante'... La question de la Constituante restait vivante dans la pensée du camarade Gramsci, tant il est vrai qu'en octobre 1932 (souligné dans le texte de Lisa) il en parlait avec la même conviction et le même enthousiasme qu'en 1930" (47). Mais conformément à la conception qui était celle des Thèses de Lyon, la Constituante n'est nullement envisagée comme une fin en soi, mais dans la perspective d'une conquête de l'hégémonie de la part de la classe ouvrière et du parti communiste qui :

"doit faire sien avant les autres partis en lutte contre le fascisme le mot d'ordre de la 'Constituante' non comme fin en soi, mais comme moyen. La 'Constituante' représente la forme d'organisation au sein de laquelle on peut avancer les revendications auxquelles la classe ouvrière est le plus sensible, au sein de laquelle, par l'intermédiaire de ses représentants, peut et doit se développer l'action du parti qui doit viser à déprécier tous les projets de réforme pacifique, en démontrant à la classe travailleuse italienne que la seule solution possible en Italie réside dans la révolution prolétarienne." (48)

Cette question de la Constituante n'était d'ailleurs nullement une nouveauté dans le mouvement révolutionnaire et Gramsci lui-même l'avait évoquée dès 1924 dans une lettre adressée à Togliatti, Scocimarro et Leonetti (49), sans compter le précédent célèbre du parti bolchévik, mais ce qui frappe c'est la reprise concomitante de ce thème par la NOI et par Trotsky sous l'effet des événements d'Espagne (1931) et d'Allemagne (1933) (et l'on sait combien l'arrivée de Hitler au pouvoir influa sur la décision de Trotsky de franchir le pas que constituait la construction de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle Internationale). Pourtant, comme le montre Leonetti, il n'y eut aucun contact direct entre Gramsci confiné dans sa prison et le groupe des trois, sinon une sorte de solidarité intellectuelle que l'on peut attribuer à la continuité révolutionnaire dégagée par les acquis théoriques et pratiques du léninisme, de l'expérience de la révolution russe et du mouvement communiste qui en était issu. Cette notion d'un héritage commun était si forte que l'Opposition italienne dans son Bulletin n° 13 du 1er février 1933, publia un article de Gramsci datant de 1926 sur le rapport du PC avec les partis antifascistes (*La Concentration républicaine et nous*) (50) dans lequel, tout en répétant que seul le prolétariat peut offrir une alternative permanente et historiquement solide au fascisme, il se déclare disposé non seulement à discuter de la "Concentration", mais à avoir avec elle des rapports d'alliance. Dans le chapeau introductif de cette réédition, les membres de la NOI justifiaient ainsi cette initiative :

"Après la modification de la direction de notre parti, en raisons de

circonstances internes (arrestation de Gramsci et d'autres camarades de l'ancien Centre), et de circonstances internationales (pression de la fraction stalinienne du Komintern) la politique de notre parti, comme toute la politique de l'Internationale, a été on ne peut plus incertaine, oscillant entre la formule opportuniste de la révolution populaire (1927) et la formule ultra-gauche du social-fascisme. Actuellement, le Parti n'a qu'une politique : celle du social-fascisme, c'est-à-dire que non seulement il n'a aucune politique à l'égard de la Concentration antifasciste républicaine, mais qu'il mène envers elle une politique fondamentale erronée en mettant sur le même plan fascisme et antifascisme démocratique. L'article de Gramsci que nous reproduisons ici est en net contraste avec la théorie en vigueur du social-fascisme, c'est un article que les staliniens qualifieraient de 'trotskyste'.

Le problème que le camarade Gramsci se limite seulement à poser dans son article - et il ne pouvait pas faire autrement à l'époque où il l'écrivit - est le problème qui aujourd'hui est au centre de l'action de notre Parti en Italie : c'est le problème auquel nous ne cessons d'accorder notre attention afin qu'il trouve une juste solution bolchévique-léniniste : c'est-à-dire le problème des "rapports d'alliance" avec les autres mouvements antifascistes. En quoi la politique suivie par notre parti envers l'Aventin fut-elle juste, et en quoi fut-elle erronée ? Quelle est la politique que le Parti doit adopter aujourd'hui envers les partis de la Concentration républicaine qui se sont déplacés du terrain de la 'question morale' à celui du républicanisme insurrectionnel ?

Si l'abandon de 'l'Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans' a consisté et consiste pour nous sous l'impulsion et la direction du camarade Trotsky, à poser de manière nette et ferme le problème de la création de l'État ouvrier en Italie, sans tourner le dos aux problèmes de la démocratie; c'est-à-dire à donner à la lutte pour la démocratie une orientation révolutionnaire, prolétarienne, une orientation dialectique de façon à ce que la lutte pour la démocratie se résolve dans la lutte pour la dictature prolétarienne et le socialisme, pour les staliniens de notre direction il a signifié, selon l'habitude qui leur est propre, se précipiter - après s'être échaudés avec l'opportunisme boukharinien - dans l'aventure du social-fascisme et de l'ultra-gauchisme d'autant plus grotesque et périlleux qu'il correspond moins à la conviction de ceux-là mêmes qui s'en sont faits les propagateurs dans notre Parti. Ce n'est que dans la voie stratégique et tactique que l'Opposition de gauche internationale (bolchévique-léniniste) a tracé pour la révolution espagnole et pour la lutte contre le fascisme en Allemagne, ce n'est que sur cette voie que le Parti communiste italien peut se développer pour devenir un grand parti de masse, le Parti de la révolution italienne. C'est sur cette voie, que la Direction actuelle définit aujourd'hui comme 'contre-révolutionnaire' parce que 'trotskyste' que nous croyons que se trouve sans ambiguïté l'article qui suit du camarade Gramsci." (51)

Comme on le comprend aisément un tel texte et une telle

revendication de continuité politique ne pouvaient constituer, pour reprendre l'expression même de Gramsci, qu'un sacré "coup de poing dans l'oeil" ! Mais il nous faut revenir à des indications précieuses contenues dans la fin de ce préambule et qui concernent l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes antifascistes qui se radicalisaient (et ici il nous semble clair que le texte de la NOI fait allusion au groupe "Giustizia e Libertà" (52) et l'influence qu'eut Trotsky sur l'émergence de cette opposition italienne et sur la modification de certaines de ses positions antérieures, car cela nous amène à poser plus généralement le problème de la conception du révolutionnaire russe sur l'ensemble de la question italienne et donc sur la nature du fascisme et sur les moyens de le combattre; problèmes qui bien évidemment sont identiques à ceux que se pose Gramsci. En ce qui concerne la question des rapports du Parti communiste avec un groupe républicain radical tel que "Giustizia e Libertà", il est en effet intéressant de constater que la NOI a une position qui se rapproche plus de celle de Gramsci que de celle de Trotsky (53) dans la mesure où elle envisage une collaboration éventuelle. En effet dans le rapport d'Athos Lisa, Gramsci se prononce lui aussi pour une collaboration, en ayant toujours garde d'insister sur la nécessaire indépendance du Parti :

"le parti a pour objectif la conquête violente du pouvoir, la dictature du prolétariat qu'il doit réaliser en utilisant la tactique qui répond le plus à une situation historique déterminée, au rapport de forces de classe existant dans les divers moments de la lutte. Dans la mesure où le Parti saura manoeuvrer dans les phases de lutte, du degré de sa capacité politique dépendront les possibilités de dépassement des mois d'ordre intermédiaires, qui marqueront les étapes du déblocage des couches sociales à conquérir, et la modification des rapports de force." (54)

Par conséquent, Gramsci juge opportune "l'action commune avec les partis qui en Italie luttent contre le fascisme" étant bien entendu que "l'action que le parti doit mener ne doit pas être une action de gens à la remorque." (55)

Si l'on compare ces indications à celles que la résolution de la NOI intitulée *Les perspectives de la Révolution italienne et les tâches tactiques du Parti communiste* (56) exprime, l'identité de vues et d'objectifs est remarquable. Au paragraphe 6 de cette résolution il est écrit en effet :

"L'affirmation du comité central de notre Parti suivant laquelle il est impossible de parler en Italie de 'prélude démocratique', d'une 'phase kérenskyene' de la révolution, vu les conditions de développement de l'Italie, différentes et de celles de la Chine et de celles de la Russie tsariste et de l'Espagne des Bourbons, ne repose que sur une position erronée de la question de la période de 'transition'. Une chose est en effet de parler de transition d'une révolution démocratique bourgeoise à la révolution prolétarienne; autre chose est de parler de transition de la dictature du capitalisme (dictature fasciste en Italie) à la dictature du prolétariat. Cette transition ne se fera pas d'un seul coup (souligné dans le texte)..."

et au paragraphe suivant :

"ceci signifie que le parti communiste doit mener une politique appropriée, tant vis-à-vis des autres partis qui conservent une base dans la classe ouvrière (politique de front unique), que vis-à-vis des partis démocratiques qui exercent leur influence sur les masses paysannes et la petite bourgeoisie des villes (politique et rapports d'alliance selon les circonstances avec 'Giustizia e Libertà', le 'Partito d'Azione', etc.)"

Quant à l'Assemblée Constituante, elle est présentée au paragraphe 9 en des termes où l'on retrouve l'orientation propre à Gramsci, ou pour mieux dire, caractéristique de l'acquis théorique et pratique du mouvement ouvrier révolutionnaire international que Gramsci avait su reprendre et développer dans la situation italienne des années 1924-26 :

"Le Parti communiste devra-t-il se limiter à l'agitation pour les revendications démocratiques isolées, partielles... et laisser les partis intermédiaires de la Concentration républicaine antifasciste lutter pour les mots d'ordre démocratiques plus conséquents (Assemblée constituante, etc.) ? Une telle position malthusienne ne ferait que nuire à l'action du Parti en la limitant... Entre la lutte que le Parti doit mener pour l'instauration de la dictature prolétarienne et la revendication d'institutions de la démocratie comme l'Assemblée constituante, il n'existe aucune solution de continuité... Il devra incorporer dans sa politique les mots d'ordre de la démocratie les plus courageux et mener pour ces mots d'ordre 'une lutte à tous points de vue conséquente et révolutionnaire' (Cette dernière citation est empruntée à Lénine.NDA). C'est en cela que réside l'importance pour le parti communiste de posséder dans cette période un mot d'ordre comme l'Assemblée constituante élue au suffrage universel égal direct et secret étendu à tous les citoyens des deux sexes à partir de dix-huit ans (Souligné dans le texte. NDA)" (57)

En ce qui concerne le second point, c'est-à-dire celui de l'influence de Trotsky sur la NOI et la situation italienne en général, nous ne traiterons pas bien entendu de la difficile question des rapports entre Gramsci et Trotsky en général (58) mais des vues que Trotsky défendait vis-à-vis de la perspective de la transition en Italie. C'est ainsi que répondant à une première lettre que le groupe des trois lui avait adressé le 5 mai 1930 et dans laquelle il reprenait l'analyse du fascisme qui avait été celle de Gramsci et des Thèses de Lyon ("*on pourrait dire que le fascisme (italien) n'est que la méthode particulière de domination à laquelle la bourgeoisie italienne dans son actuelle phase impérialiste, a été réduite à faire recours pour assurer sa domination*" (59)) Trotsky traitait ainsi de la question de la transition en Italie en rapport avec ce qu'avait été la politique antérieure du PC d'I (60) :

"Vous me rappelez que j'ai critiqué en son temps la formule Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans, formule lancée jadis par le parti communiste italien. Vous me dites que cette formule n'avait eu qu'une valeur toute épisodique et qu'actuellement on l'a abandonnée. Je veux

cependant vous dire pourquoi j'estime cette formule comme étant erronée, ou du moins équivoque en tant que devise politique. L'assemblée républicaine constitue de toute évidence un organisme d'état bourgeois. Or, que sont les 'comités ouvriers et paysans' ? Il est évident que c'est en quelque sorte un équivalent des soviets ouvriers et paysans. Alors il faut le dire. Car des organismes de classe des ouvriers et paysans pauvres, que vous leur donniez le nom de Soviets ou de Comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'État bourgeois, puis deviennent des organismes d'insurrection pour se transformer enfin, après la victoire, en organisme de dictature du prolétariat. Comment se peut-il dans ces conditions qu'une assemblée républicaine - organe suprême de l'État bourgeois - ait comme 'base' des organismes d'État prolétariens ?"

Après quoi Trotsky se réfère à ce qui constituait le bagage commun des diverses fractions en lutte, la révolution russe :

"Je tiens à vous rappeler qu'en 1917, avant Octobre, Zinoviev et Kamenev, lorsqu'ils s'affirmaient contre un soulèvement, préconisaient d'attendre que l'Assemblée Constituante se fût réunie pour créer un 'État combiné' moyennant une fusion de l'Assemblée Constituante avec les soviets ouvriers et paysans... la formule italienne exposée plus haut me semble être une variante de cette tendance petite-bourgeoise". Une fois cette critique adressée à l'ancien mot d'ordre du PC d'I dans une optique qui est celle du léninisme (61) et qui rejoint par là-même l'élaboration de Gramsci dans les années qui précèdent la captivité, il réaffirme à nouveau comme cela avait été fait l'on s'en souvient dans les Thèses de Lyon que seule la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour dans un pays comme l'Italie mais il ajoute toutefois :

"Mais cela signifie-t-il que nous, communistes, repoussons 'a priori' toute devise démocratique, tout mot d'ordre de transition ou de préparation, nous en tenant rigoureusement à l'unique 'dictature prolétarienne' ? Ce serait faire montre d'un vain sectarisme doctrinaire. Et ici je n'exclue même pas l'éventualité d'une Assemblée Constituante qui, dans certaines circonstances, pourrait être imposée par la marche des événements ou plus précisément par le processus de l'éveil révolutionnaire des masses opprimées.

Il faut rappeler ici que le bolchévisme n'est pas du tout arrivé au pouvoir à l'aide de l'abstraite devise de la dictature prolétarienne. Nous avons combattu pour l'Assemblée Constituante bien plus hardiment que tous les autres partis. Nous disions aux paysans : 'Vous revendiquez la répartition égalitaire des terres ? Notre programme agraire va bien au-delà, mais personne d'autre que nous ne vous aidera, paysans, à réaliser la jouissance égalitaire des terres'" (62)

Un an plus tard la réflexion de Trotsky sur la démocratie et sa liaison avec la lutte pour la dictature du prolétariat s'approfondissait à la lumière des événements d'Espagne où la république venait d'être proclamée. Dans une lettre à Leonetti du 9 juin 1931, il écrit en effet :

"J'ai émis l'année dernière l'hypothèse selon laquelle, pendant la période de liquidation du régime fasciste, les mots d'ordre démocratiques pourraient acquérir en Italie une certaine importance. Aujourd'hui, à la lumière des événements d'Espagne, je formulerais cette même idée de manière beaucoup plus catégorique. L'expérience espagnole ne laisse subsister aucun doute : la révolution italienne aura une 'préface' démocratique plus ou moins longue, avant d'entrer dans la phase décisive des luttes immédiates du prolétariat pour le pouvoir. Au cours de cette période préliminaire, l'avant-garde prolétarienne ne devra en aucun cas tourner le dos au problème de la démocratie." (63)

N'est-il pas clair que ces analyses et ces précisions aussi bien dans leur démarche que dans leurs conclusions rejoignent objectivement celles que Gramsci avait faites avant son arrestation et que visiblement il continuait d'approfondir en prison dans les difficiles conditions d'information qui devaient être les siennes et en conflit ouvert avec la ligne officielle de son parti ? On insiste en effet beaucoup sur la radicale différence de la réflexion amorcée par Gramsci dans les *Cahiers de prison* avec celle de la tradition léniniste issue d'Octobre et de ses retombées et on voit dans les développements gramsciens sur "la guerre de position" opposée à "la guerre de mouvement" et sur la spécificité de la lutte révolutionnaire en Occident, une rupture théorique avec le patrimoine international du mouvement ouvrier révolutionnaire : Gramsci dépasserait Lénine en ce qu'il mettrait au centre de sa réflexion "la redéfinition du champ de la politique par la prise en compte du développement complexe des superstructures des pays développés dans leur rapport à la base" (64), mais force est de constater que ce qui ressort des textes et ce qu'on semble parfois vouloir occulter c'est au contraire une fidélité politique de Gramsci aux principes essentiels illustrés par la révolution d'Octobre : la nécessité et l'actualité de la rupture révolutionnaire instaurée par la dictature du prolétariat, la différence radicale entre la démocratie bourgeoise et le socialisme, le rôle irremplaçable du parti communiste pour gagner la majorité de la classe ouvrière et des classes opprimées par le capitalisme à ces perspectives.

Comme on le sait, après la phase apparemment ultra-gauche du début des années 30, l'IC et les partis communistes renoncèrent de manière définitive à ces principes et au VIIe Congrès de l'IC, G. Dimitrov analysa le fascisme comme "la dictature terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier" ce qui aboutit logiquement avec la politique des fronts populaires à une alliance avec la partie de la bourgeoisie "la moins réactionnaire", et même dans la situation italienne à pratiquer une politique de "réconciliation nationale" qui envisageait l'alliance avec les éléments populaires du fascisme (65).

On possède peu de documents sur l'attitude de Gramsci face à cette nouvelle ligne qui voyait les mêmes hommes qui avaient défendu la politique

ultra-sectaire du social-fascisme qu'il avait pour sa part critiquée, prendre le contre-pied absolu de ce qu'ils avaient soutenu avec acharnement quelques années auparavant. Tout ce que l'on sait, c'est que lors d'une de ses dernières expressions politiques, Gramsci demanda à l'économiste Pietro Sraffa, lors de leur dernière entrevue du 25 mars 1937, de transmettre à la direction du PCI la recommandation d'adopter le mot d'ordre de la Constituante (66). Certes l'indication est très vague et ambiguë et ne manquera pas d'être interprétée par la Direction du parti comme un soutien à sa politique. Bien que cela ne soit pas tout à fait exclu, cela semble du moins fort peu probable si l'on songe à ce que Gramsci avait envisagé dans les années précédentes quand il avait parlé de transition démocratique entre dictature fasciste et dictature du prolétariat, et plus encore, si l'on songe que pour la direction du parti la politique de réconciliation nationale pouvait aller jusqu'au soutien au programme originel du premier fascisme de 1919 :

"Nous proclamons (disait le PCI dans un document adressé au peuple italien) que nous sommes disposés à combattre avec vous (il s'agit ici des fascistes de base) et avec tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919 et pour toute revendication qui exprime un intérêt immédiat, particulier ou général, des travailleurs et du peuple italien. Nous sommes disposés à lutter avec quiconque voudra vraiment se battre contre la poignée de parasites qui saigne et opprime la Nation et contre les hiérarques à leur service. Pour que notre lutte soit couronnée de succès nous devons vouloir la réconciliation du peuple italien en rétablissant l'unité de la nation pour le soutien de la Nation, en dépassant la division criminelle créée dans notre peuple par ceux qui avaient intérêt à en briser la fraternité. Nous devons unir la classe ouvrière et faire autour de celle-ci l'unité du peuple et marcher unis, comme des frères. Pour le pain, pour le travail, pour la terre, pour la paix, la liberté." (67)

Pour autant que l'on veuille concéder que la spécificité de Gramsci ait consisté dans la redécouverte du champ de la politique, de la faculté de "faire de la politique", nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que sa pensée et son action antérieures fournissent la preuve qu'il ne pensa jamais à cette "politique" là !

* * *

En prison l'isolement politique de Gramsci devint de plus en plus profond : il était suspecté par certains de ses camarades d'être devenu social-démocrate (68) et à cet égard le témoignage d'Umberto Terracini qui fut pour sa part exclu du parti lors du pacte germano-soviétique puis réintégré en 1943, est assez éclairant :

"La mort de Gramsci. Aujourd'hui les camarades qui en parlent et

essaient de reconstruire ce moment pensent que cela a été un moment d'émotion, que des pleurs ont dû être versés. Gramsci est mort. Les camarades doivent penser que dans les prisons où il y avait des communistes ceux-ci se sont réunis et que dans les formes possible, il y a eu une commémoration quelconque, un souvenir du camarade disparu. Rien de tout cela. A cette époque Gramsci, pour les camarades en prison, était désormais un camarade perdu. Entre lui et Bordiga il n'y avait pas de grande différence." (69)

Un "camarade perdu" tel était donc politiquement la situation de Gramsci dans ses dernières années de détention. C'est pourquoi malgré l'extrême intérêt des analyses qui sont celles des années de prison et sur lesquelles la littérature critique s'est amplement exercée, nous pensons que du moins pour le problème qui nous occupe (c'est-à-dire l'analyse du fascisme et la lutte révolutionnaire à mener contre lui) elles ne peuvent rien apporter de significatif à la fondamentale continuité que nous avons essayé de dégager dans l'ensemble du développement précédent (70). C'est qu'en effet, coupé de la pratique politique du fait de la dureté des conditions de détention aggravées, on l'a vu par la conception sectaire de la lutte politique menée par la direction du PCI contre ses opposants, sans contact direct et vivant avec la lutte des classes, la réflexion de Gramsci ne pouvait à présent s'orienter que vers les aspects purement théoriques et culturels de l'analyse du fascisme : le césarisme, les rapports avec la culture de masse, avec le fordisme, le fascisme comme représentant de la guerre de position. Dans ce vaste projet culturaliste de généalogie et d'explication, il ne s'agit pas de nier que le marxisme continue à oeuvrer en profondeur, mais c'est un marxisme amputé de la richesse du phénomène et qu'on ne peut prendre comme dépassement de la pensée antérieure (fruit d'une gigantesque élaboration collective au contact des bouleversements de l'après-guerre) ou encore comme anticipation des développements successifs qui seront ceux de la ligne nationale des partis communistes, qu'au prix d'un tour de passe-passe idéologique dicté au mieux par une illusion théoricienne, au pire par la volonté de manipuler les faits quitte à retomber, sous couvert d'anti-dogmatisme dans la "bonne" vieille recette de la philosophie marxiste comme servante de la politique. D'ailleurs cette idée d'appauvrissement de toute théorie qui perd le contact avec le réel, est exprimée par Gramsci lui-même dans une belle lettre qu'il adresse à sa compagne Giulia, le 19 novembre 1928 :

"J'ai beaucoup perdu de mon goût pour la lecture. Les livres et les revues ne donnent que des idées générales, des indications sur les grands courants de la vie du monde, mais ils ne peuvent donner l'impression immédiate, directe, vivante, de la vie de Pierre, de Paul, de Jean, d'individus particuliers et réels qu'il faut comprendre si l'on veut comprendre ce qui est universalisé et généralisé. Il y a de nombreuses années, en 1919 et 1920, je connaissais un jeune ouvrier, très nature et très sympathique. Chaque samedi soir, après la sortie de son travail, il venait dans mon bureau pour être parmi les

premiers à lire la revue que je rédigeais. Il me disais souvent : 'Je n'ai pas pu dormir, parce que j'étais angoissé à la pensée : où en est le Japon ?... Moi à ce moment-là, je riais d'un pareil état d'esprit et je plaisantais mon ami. Aujourd'hui je le comprends. J'ai moi aussi mon Japon : c'est la vie de Pierre, de Paul et aussi de Giulia, de Delio, de Giuliano. C'est justement la sensation moléculaire qui me manque : comment pourrais-je, même sommairement, percevoir toute la vie dans son ensemble ?' (71)

Il va sans dire qu'en tenant compte des indications générales de Gramsci et en choisissant de ne pas prendre en compte les élaborations des *Cahiers de prison* concernant le fascisme, nous ne prononçons aucun jugement de valeur par rapport au projet ambitieux de refondation de la philosophie marxiste que certains ont voulu y discerner (72). Notre propos beaucoup plus modeste a été de rétablir une dimension de Gramsci que la vaste littérature qui s'est accumulée sur lui avait à notre sens négligé, celle du dirigeant politique dont nous nous sommes efforcés de montrer la permanente attention à la dimension internationale de l'action et de la théorie révolutionnaire. Dans un passage des *Cahiers de prison* de 1931-32 Gramsci semble lui-même suggérer une telle grille de lecture sous forme énigmatique et quelque peu paradoxale :

"Il peut arriver qu'une grande personnalité exprime sa pensée la plus féconde non dans cette partie de son oeuvre où l'on s'attendrait le plus "logiquement" à la trouver, du point de vue d'une classification extérieure, mais dans une autre partie qui à première vue, peut être jugée sans rapport profond avec l'oeuvre. Un homme politique écrit un livre de philosophie, il se peut qu'il faille au contraire rechercher sa 'vraie' philosophie dans ses écrits politiques." (73)

C'est cette possibilité que nous avons voulu illustrer en rappelant les analyses que Gramsci avait fournies du fascisme au coeur de la tourmente et qui loin d'en faire on ne sait quel génie isolé et mal compris de l'aire "occidentale", nous le restitue comme dirigeant éminent parmi d'autres du mouvement issu de l'événement majeur de ce siècle et dont la poussée propulsive, quoiqu'on puisse en dire, ne semble pas près de s'épuiser.

F. LA BRASCA

N.B. : Une version abrégée de cet article avait été publiée dans "La Pensée", n° 261 (janv.-février 1988), p. 91-103. Nous remercions M. Pierre Laroche de bien avoir voulu accueillir ici le texte intégral.

NOTES

- (1) Cf. Paolo Spriano, *Ma è davvero esistito Antonio Gramsci ?* (Antonio Gramsci a-t-il vraiment existé ?), *l'Unità*, 26 janvier 1986.
- (2) *Manifestes, Thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923*, Librairie du travail 1934 (fac-similé Maspero, 1969, p. 95).
- (3) "Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendrons un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti contre les Cent-Noirs ?", Lénine, *Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale*, in *Oeuvres*, Moscou, éd. sociales-éd. en langues étrangères, 1963, tome 33, p. 444.
- (4) Article du 4 octobre 1919 in A. Gramsci, *Sul fascismo*, présentation d'Enzo Santarelli, Rome, Editori Riuniti, 1974, pages 66-69; traduction française in Gramsci, *Ecrits politiques*, Paris, Gallimard, 1974, tome I, pages 273-274.
- (5) Sur le curieux épisode de la tentative faite par Gramsci pour rencontrer D'Annunzio et sur l'intérêt manifesté par les milieux communistes pour le mouvement de D'Annunzio on se référera aux ouvrages suivants :
Renzo de Felice, *Mussolini Il rivoluzionario (1883-1920)*, Torino, 1965, p. 553.
Renzo de Felice, *D'Annunzio politico (1918-1938)*, Bari, 1978, pages 261-263.
Paolo Spriano, *Storia del PCI*, Torino, 1967, tome I, p. 134.
- (6) *2000 pagine di Gramsci*, Milano, Il Saggiatore, 1964, tome I, pages 596-598; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome II, 1975, pages 136-138.
- (7) Cette formulation sera reprise par la gauche bordiguiste dans le "Projet de programme d'action du Parti communiste d'Italie présenté au IVe Congrès de l'Internationale Communiste" il a été récemment réédité en traduction française dans la revue "Programme Communiste" n° 67 (Juillet-septembre 1975), pages 54-59.
- (8) Article intitulé *I partiti e la massa* parus dans "l'Ordine Nuovo" du 25 septembre 1921 sans signature in *Sul fascismo*, cit., page 147-151; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome II, p. 172.

- (9) Cité en italien par R. De Felice, *Interpretazioni del fascismo*, Bari, 1974, p. 69.
- (10) Ce rapport a été réédité en traduction française dans la brochure *Communisme et fascisme*, ed. "Programme Communiste 1970", pages 81-102. La citation ci-dessus se trouve à la page 87.
- (11) "Il n'y a pas de doute que les fascistes sont très bien organisés et qu'ils ont des buts précis et dans ces conditions, on peut prévoir que la position du fascisme sera tout autre que précaire.", *ibid.*, p. 102.
- (12) *Ibid.*, pages 88 et 91.
- (13) Cela doit au passage permettre de distinguer la position de la gauche italienne de celle de "l'offensive" défendue par la gauche allemande.
- (14) Notons qu'au IVE Congrès de l'IC, L. Trotsky dont nous parlerons plus tard, avait insisté pour qu'on ajoutât aux thèses sur la tactique un chapitre qui évoquait la possibilité alternative à une extension du fascisme au niveau international sous la forme de l'avènement d'une ère de démocratie pacifiste, une possibilité liée aux illusions démocratiques persistantes des masses et que Gramsci lui aussi évoquera plus tard lorsqu'à la tête du PC d'I, il élaborera la nouvelle stratégie antifasciste qui débouchera sur le mot d'ordre des comités ouvriers et paysans. Sur la position de Trotsky au IVE congrès cf. Leonardo Rapone, *Trotskij e il fascismo*, Bari, 1978, pages 5-6. Une autre position atypique dans le mouvement communiste est celle exprimée par Clara Zetkin à l'Exécutif élargi des 12-13 juin 1923 qui affirme que le fascisme ne s'appuie pas sur une petite caste mais sur de larges groupes sociaux qui s'étendent au coeur même du prolétariat in *Der Kampf gegen den Fascismus* cité par Francis L. Carsten, *Interpretations of fascism*, in *Fascism*, edited by Walter Laqueur, Pelican books, 1982, pages 457-487; 462.
- (15) Cet article a paru dans *Paese Sera* du 8 novembre 1963. Il a été édité en traduction française in A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, Paris, EDI, 1974, pages 45-55.
- (16) Cité par R. De Felice, *Interpretazioni del fascismo*, cit., pages 72-73.
- (17) "Rapport de Bordiga au V congrès de l'IC", in *Communisme et fascisme*, cit., pages 137-138.



(18) *Ibid.*, p. 139.

(19) *Ibid.*, pages 141-142.

(20) *Ibid.*, p. 142.

(21) Cf. la lettre du BP du PC d'I au CC du PC sociétiqué d'octobre 1926 qu'on peut lire en français dans Maria Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, Paris, Le Seuil, 1974, pages 375-381. On se référera aussi à la fameuse lettre du 9 février 1924 à la direction du PC d'I (in *2000 pagine di Gramsci*, cit., tome I, pages 665-667; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome II, pages 257-271). C'est dans cette lettre qu'est contenue la célèbre formule : "Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale" (*op. cit.*, p. 674; trad. fr., p. 268). Sur la préoccupation internationaliste constante de Gramsci, cf. ce jugement de G. Tamburrano (*Antonio Gramsci. La vita, il pensiero, l'azione*, Bari, 1963, p. 164) :

"Le caractère international de la révolution prolétarienne est vigoureusement mis en relief : c'est sa valeur déterminante. Sur le plan politique, cela signifie que Gramsci attribue au guide mondial de la révolution une importance décisive et tend par conséquent à mettre au tout premier plan la fonction du Komintern" (cité par A.R. Buzzi, *La théorie politique d'Antonio Gramsci*, Louvain, Ed. Nauwelaerts, 1967, p. 27).

(22) Cf. le texte de ce rapport intitulé "La crisi italiana" dans *Sul fascismo*, cit., pages 247-261; 252; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome III, Paris, 1980, p. 131.

(23) *Ibid.*, p. 253; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., *Ibid.*, p. 132.

(24) Texte publié dans "Rinascita" a.XIX, n° 18 du 8 septembre 1962 et cité par P. Spriano, *Storia del PCI*, cit., tome I, p. 400.

(25) P. Spriano, *Ibid.*, p. 399.

(26) *La crisi italiana*, cit., p. 261; trad. fr., p. 140.

(27) "Thèses de la gauche au Congrès de Lyon 1926" cité dans *Le PC d'I face à l'offensive fasciste (5ème partie)*, "Programme communiste" n° 50 (oct. 1970-mars 1971), pages 7-22; 21.

(28) *Ibid.*, p. 21.

- (29) P. Spriano, *Storia del PCI*, tome I, p. 471.
- (30) "Innovare con coraggio. Intervista a A. Natta", in *Critica Marxista* n° 2-3 (mars-juin 1987) n° spécial intitulé de manière significative "Oltre Gramsci con Gramsci" (au-delà de Gramsci avec Gramsci), pages 15-28; 19.
- (31) "Thèses de Lyon" in M.-A. Macciocchi, *Pour Gramsci*, cit., pages 337-372. La citation ci-dessus se trouve p. 347.
- (32) L'exposé de 1928 a été republié par R. De Felice, *Il fascismo. Le interpretazioni dei contemporanei e degli storici*, Bari, 1970, pages 279 et suivantes. Les leçons de Moscou ont été récemment republiées P. Togliatti, *Lezioni sul fascismo*, Rome, 1970, trad. française *Le fascisme italien. Huit leçons sur le fascisme*, in "Recherches internationales" n° 68 (3ème trimestre 1971).
- (33) Article non signé paru dans "L'Ordine Nuovo" du 25 août 1921. Cf. *Sul fascismo*, cit., pages 133-135.
- (34) Cette exigence d'une meilleure connaissance de l'histoire italienne est l'une des constantes de la pensée de Gramsci qu'il exprimera notamment de manière exemplaire dans un article destiné aux jeunes communistes et intitulé *Che fare ?* (Que faire ?) qui parut dans *La Voce della gioventù* le 1er novembre 1923 sous la signature de Giovanni Masci (in *Sul fascismo*, cit., pages 178-182; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome II, pages 304-307) :
 "Nous ne connaissons pas l'Italie. Pis encore : nous manquons des instruments adéquats pour connaître l'Italie telle qu'elle est réellement et nous sommes donc dans la quasi-impossibilité de faire des prévisions, de nous orienter, d'établir des lignes d'action qui aient quelque chance d'être exactes" (p. 180; trad. fr., p. 306).
- (35) Ce passage est extrait d'un article de Trotsky en réponse à la représentante de la gauche allemande T. Friedländer (Ruth Fischer), il parut en italien sous le titre *Le tappe della rivoluzione proletaria in Europa* (Les étapes de la révolution prolétarienne en Europe) dans le journal de Trieste "Il Lavoratore" du 25 décembre 1922; traduction française sous le titre *Perspectives politiques actuelles* dans "La Correspondance Internationale", n° 96, 1922, pages 733-734: 733.
 Le passage en question est cité dans S. Ortaggi, *Gramsci e Trotsky. La lettera del 9 febbraio 1924* in "Rivista di storia contemporanea", X (1974), pages 478-503. On peut également lire cet article en italien dans l'anthologie de textes de Trotsky sur l'Italie éditée par Antonella Marazzi (Lev Trotsky, *Scritti sull'Italia*, Rome, ed. Controcorrente, 1979, pages 91-

- 94:92). Le passage que nous citons est également reproduit dans la préface de Roberto Massari à la réédition du Bulletin de la Nouvelle Opposition Italienne (NOI) (*All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci*, Rome, éd. Controcorrente, 1977, p. 15).
- (36) "Thèses de Lyon", n° 15, *Pour Gramsci*, cit., p. 346.
- (37) Article paru dans "Il Lavoratore" le 12 février 1923; trad. fr. in *Communisme et fascisme*, cit., pages 103-110.
- (38) *Rome et Moscou*, *Ibid.*, p. 107. On se référera aussi au "Rapport de Bordiga au IV congrès de l'IC", in *Communisme et fascisme*, cit., pages 91-92 :
- "Comme on voit le fascisme ne représente pas une nouvelle doctrine politique, mais il possède par contre une grande organisation politique et militaire et une presse importante dirigée avec une grande habileté journalistique et avec beaucoup d'éclectisme"* et plus loin :
- "Le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis"* (*Ibid.*, p. 93).
- (39) Les deux citations correspondent respectivement aux thèses n° IV et XLII, on les trouvera en français dans M.-A. Macciocchi, *Pour Gramsci*, cit., aux pages 340 et 368.
- (40) "Thèses de Lyon" respectivement XLIII et XLIV *Ibid.*, pages 369-370 et 370-371.
- (41) *Ibid.*, p. 371.
- (42) *Un esame della situazione italiana* (Un examen de la situation italienne) document republié dans "Rinascita" du 14 avril 1967, pages 21-22. On le trouve aussi dans Antonio Gramsci, *Sul fascismo*, cit., pages 314-328.
- (43) *Un esame della situazione italiana* in "Sul fascismo", cit., pages 325-326; trad. fr. in "Ecrits politiques", cit., tome III, pages 265-266.
- (44) Ce rapport ne fut publié par le PCI que le 12 décembre 1964 sur *Rinascita*.
- (45) Cf. Giuseppe Fiori, *Vita di Gramsci*, Bari, 1966, pages 291-292. Cet auteur recueillit le témoignage du frère de Gramsci, Gennaro le quel, au cours d'une visite à son frère emprisonné avait pu se rendre compte que celui-ci partageait les positions de la Nouvelle Opposition Italienne de

Leonetti, Ravazzoli, Tresso, mais avait décidé de le cacher à Togliatti de peur qu'Antonio fût mis au ban du parti !

(46) Sur la constitution de cette NOI et sur le problème de ses rapports avec Gramsci et Trotsky on se référera à :

A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, cit., et notamment au chapitre "Le 'coup de poing dans l'oeil' ou la 'Constituante'", pages 191-208.

All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci, cit., en particulier l'introduction de Roberto Massari, pages 5-57.

Alberto Pian, *Le chemin de Tresso vers l'opposition de gauche*, in "Cahiers Léon Trotsky" n° 29, (mars 1987), pages 5-17.

Livio Maitan, *Le marxisme révolutionnaire d'Antonio Gramsci*, in "Quatrième Internationale", n° 24 (avril 1987), pages 5-38.

(47) A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, cit., pages 193-194.

(48) P. Spriano, *Storia del PCI*, cit., tome II, p. 284 et en trad. fr. Livio Maitan, *Le marxisme révolutionnaire d'Antonio Gramsci*, cit., p. 14.

(49) Il s'agit de la lettre du 21 mars 1924 à Togliatti, Scoccimaro, Leonetti qui a été republiée dans Palmiro Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano nel 1923-1924*, Rome 1971, p. 246; trad. fr. *Ecrits politiques*, cit., tome II, pages 281-287 :

"Faut-il penser que le mot d'ordre de la Constituante va redevenir actuel ? Si c'est le cas, quelle sera sur ce point notre position ?... Est-il pensable que l'on passe du fascisme à la dictature du prolétariat ? Quelles sont les phases intermédiaires possibles et probables ? ...Je pense que, dans la crise que traversera le pays, le parti qui aura le dessus sera celui qui aura le mieux compris cet indispensable processus de transition" (cité par L. Rapone, *Trotskij e il fascismo*, cit., p. 264; trad. fr., p. 285).

(50) Article paru dans "L'Unità" le 13 octobre 1926 in *2000 pagine di Gramsci*, cit., tome I, pages 777-780; trad. fr., *Ecrits politiques*, cit., tome III, pages 274-278.

(51) Ce numéro du Bulletin de la NOI est reproduit dans *All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci*, cit., pages 338-360:350-351. Il parut en français dans "La lutte de classes", n° 44, novembre 1932, pages 22-26.

(52) Ce groupe fut fondé en 1929 par Carlo Rosselli qui fut par la suite assassiné en France l'année même de la mort de Gramsci (1937) par des cagouleurs au service du fascisme italien.

- (53) Sur les rapports de Trotsky avec le groupe GL, voir la publication toute récente en français d'un article-interview de Trotsky par C. Rosselli datant de 1934 *Carlo Rosselli et Trotsky*, in "Cahiers Léon Trotsky", n° 29 (mars 1987), pages 98-104.
- (54) Athos Lisa, *Memorie. Dall'ergastolo di S. Stefano alla casa penale di Turi*, Milan, 1973, pages 87-88 (cité par L. Rapone, *Trotsky e il fascismo*, cit., p. 294).
- (55) *Ibid.*, p. 87.
- (56) Cette résolution a été publiée dans le Bulletin n° 10 de la NOI (du 15 juillet 1932) cf. *All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci*, cit., pages 273-292. Une traduction française de cette résolution avait paru dans "La lutte de classes" n° 44 (novembre 1932), pages 22-26.
- (57) *Les perspectives de la révolution italienne et les tâches tactiques du Parti communiste*, cit., *Ibid.*, pages 280 et 185-286.
- (58) Sur cette question, outre les ouvrages déjà cités d'A. Leonetti, de L. Rapone (notamment le chapitre VI de *Trotsky e il fascismo* intitulé "Trotsky e Gramsci" pages 251-332, quoiqu'à notre avis l'auteur ait tendance à accentuer à l'excès les points de divergence en vertu d'on ne sait trop quel dépassement du léninisme par Gramsci), de Maria-Antonietta Macciocchi (notamment le paragraphe intitulé à "Gramsci et Trotsky" pages 94-97) et de Livio Maitan, en se référant au livre de Silvano Corvisieri, *Trotsky e il comunismo italiano*, Rome 1969. Voir aussi pour une orientation très polémique sur la thèse de l'identité de vues entre Trotsky et Gramsci le n° 1 (mai 1986) de la série "Studi e Ricerche" des "Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso" (Cahiers du Centre d'Etudes Pietro Tresso), Archivio del movimento trotskysta italiano e internazionale, Foligno intitulé *Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)* de Paolo Casciola et de Paolo Casciola e Giorgio Sermasi, *Vita di Blasco. Pietro Tresso dirigente del movimento operaio internazionale (Magrè di Schio 1893-Haute Loire 1944 ?)*, Vicenza, ed. Odeonlibri-ISMOS, 1985.
- (59) Cité par Roberto Massari, *All'opposizione nel PCI...*, cit., p. 49.
- (60) Réponse à la NOI du 14 mai 1930 publiée par "La lutte de classes" n° 23, juillet 1930, citée par A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, cit., pages 204-207.
- (61) Sur le fait que cette critique de Trotsky ne peut pas être assimilée à la

polémique qu'il mena antérieurement à la révolution d'Octobre sur le mot d'ordre "dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie" qui était alors celui du parti bolchévique et sur la critique faite par Lénine de la notion d'état combiné dans les pays capitalistes, cf. A. Leonetti, "Guerre de position et guerre de mouvement", in *Notes sur Gramsci*, cit., pages 181-189.

(62) In A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, cit., pages 205-206.

(63) *Ibid.*, p. 203.

(64) Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'état*, Paris, 1975, p. 188. Cf. aussi pour une analyse semblable le paragraphe 9 du chapitre VI dans le livre de L. Rapone intitulé "Gramsci, l'Assemblea costituente e la transizione al socialismo" in *Trotsky e il fascismo*, cit., pages 292-300.

(65) Paolo Spriano, *Storia del PCI*, cit., tome III, chapitre intitulé "I fratelli in camicia nera (Les frères en chemise noire)", pages 95-112.

(66) Paolo Spriano, *Ibid.*, p. 150.

(67) Il s'agit du manifeste intitulé "Per la salvezza dell'Italia riconciliazione del popolo italiano" (Pour le salut de l'Italie réconciliation du peuple italien) paru dans "Lo stato operaio", a.X, n° 8 (août 1936). Cité par P. Spriano, *Ibid.*, p. 65. Il existe une traduction française de ces textes sous le titre Palmiro Togliatti *Appel aux fascistes*, Paris, Nautilus, 1983. Le texte cité ici se trouve p. 53 de cette édition mais nous n'avons pas repris cette traduction.

(68) Cf. le témoignage de Giovanni Lay sur les accusations de social-démocratie et d'opportunisme portées contre Gramsci par un autre militant emprisonné, Angelo Scucchia (in Maria-Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, cit., p. 99).

(69) Interview d'Umberto Terracini par Arturo Gismondi en 1978 ("Intervista sul comunismo difficile") cité par Adriano Sofri, *Un fiore senza partito*, in "L'Espresso" du 8 mars 1987, p. 116.

(70) Pour un point de vue opposé et que nous ne pouvons discuter ici, on se référera à la quatrième partie de l'ouvrage cité de Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'état* intitulé "Guerre de position et fascisme", pages 339-363.

(71) Lettre publiée dans l'ouvrage *2000 pagine de Gramsci*, cit., tome II, pages 171-172; trad. fr., *Lettres de prison*, Gallimard, Paris, 1971, p. 170.

(72) C'est le titre du 5 chapitre du livre de Christine Buci-Glucksmann, pages 375-446.

(73) *Gramsci dans le texte*, Paris, ed. sociales, 1975, p. 271.